

Unité Départementale Hérault  
520, Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 28/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CMSE (STPC)**

Devois de la Vernède  
34190 Brissac

Références : UD34/2024/H3/MJ/137  
Code AIOT : 0006600930

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2024 dans l'établissement CMSE (STPC) implanté CD 986.1 Devois de la Vernède 34190 Brissac. L'inspection a été annoncée le 24/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 25 octobre 2024 fait suite au sinistre survenu la veille et qui a fortement endommagé les installations de traitement de matériaux implantées sur la carrière. L'inspection de l'environnement a constaté la destruction quasi totale des secteurs primaires et secondaires de ces installations de traitement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CMSE (STPC)

- CD 986.1 Devois de la Vernède 34190 Brissac
- Code AIOT : 0006600930
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de roche massive est autorisée jusqu'en 2036 par arrêté préfectoral du 20 décembre 2013, modifié par arrêté du 8 juin 2022, pour une capacité maximale de 500 000 t/an. Les matériaux extraits sont concassés et criblés dans les installations autorisées par le même arrêté. Le site est également autorisé à réceptionner des déchets inertes du BTP, pour remblayage ou recyclage.

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a été rappelé à l'exploitant à l'occasion de la venue de l'inspecteur de l'environnement sur le site, l'obligation d'établir et de lui transmettre un rapport d'incident dont le contenu est précisé à l'article R.512-69 du Code de l'Environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 28/10/2024, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'unique constat énoncé dans le rapport d'inspection porte sur le rappel de l'obligation réglementaire portant sur la transmission d'un rapport d'incident auprès des services chargés de l'inspection de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/10/2024, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R.512-69 du Code de l'Environnement L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire

et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Un incendie est survenu sur la carrière de matériaux calcaires exploitée par la société CMSE sur la commune de BRISSAC.

Cet incendie n'a touché que les installations de traitement de matériaux, pour les secteurs primaire et secondaire, les rendant inopérantes pour une durée estimée par l'exploitant entre 6 et 8 mois.

Les circonstances de l'incendie ainsi que ses impacts sur l'environnement seront à préciser avec l'avancée des investigations menées sur le site.

Au vu du déroulé des événements et des zones touchées par le sinistre, l'origine criminelle est retenue par l'exploitant et les services de gendarmerie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans les meilleurs délais à l'inspection de l'environnement le rapport d'incident dont le contenu est précisé à l'article R.512-69 du Code de l'Environnement.

Ce rapport précisera les impacts environnementaux constatés; une attention particulière sera apportée sur les conditions d'extinction par les pompiers, et l'exploitant devra clairement indiquer s'il y a eu une pollution des sols liée aux infiltrations de ces eaux et, dans ce cas là, préciser les dispositions prises ou prévues pour limiter les effets de cette pollution.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours